

LIVRES

Le bonheur, le grand retour

Le bonheur n'est pas une idée neuve en économie. Le sujet rencontre un intérêt croissant de la part d'experts et de responsables politiques en quête de nouveaux objectifs pour l'action publique et d'indicateurs alternatifs aux traditionnels agrégats économiques. Croissance, revenus monétaires et PIB sont comme l'argent. Ils ne rendent pas nécessairement heureux. Surtout, ils ne rendent pas compte de la richesse humaine dans toute sa densité, ni ne permettent de préciser ce qui fait ou non progresser, cohésion sociale, développement durable. L'OCDE veut maintenant favoriser le progrès des sociétés, par-delà le PIB. Une commission de très haut niveau a récemment été installée sur ce sujet en France. Techniquement, il s'agit de savoir s'il est possible de bâtir un indice synthétique de bien-être ou s'il faut passer par une batterie de données différentes. Le sujet ne mobilise pas que les économistes. Le très sérieux « Journal of Happiness Studies » fait dialoguer les approches autour des caractérisations et des enjeux du bonheur.

Le bonheur pour les économistes

ECONOMICS AND HAPPINESS. FRAMING THE ANALYSIS

par Luigino Bruni, Pier Luigi Porta (dir.)
Oxford, Oxford University Press, 2005, 378 pages.

Le bonheur a fait récemment son retour dans les études économiques. C'est ce que notent Luigino Bruni et Pier Luigi Porta en ouverture de l'ouvrage qu'ils ont dirigé. Économistes, sociologues et psychologues ne s'y distinguent pas véritablement par leur discipline. Ils s'intéressent à cette branche de l'économie du bien-être que l'on appelle désormais « économie du bonheur ». Leur panorama est un état de l'art qui va d'une relecture de classiques (Aristote, Mill Bentham) à la discussion des plus récents résultats empiriques.

Bruni et Porta ont rassemblé les plus grandes signatures contemporaines du débat. L'ensemble des contributions, à vocation théorique, porte sur le « paradoxe du bonheur », connu également sous le nom de « paradoxe d'Easterlin ». Au début des années 1970, Richard Easterlin a repéré que, dans un même pays, les riches sont, à un instant « t », plus heureux que

les pauvres. Quand un certain seuil de revenu est atteint, le bonheur progresse peu.

Les économistes du bonheur s'intéressent aux préférences subjectives des individus. Celles-ci sont, en partie, inscrites dans nos gènes. Elles sont aussi façonnées par les événements vécus et peuvent être modulées par les politiques publiques. Elles relèvent de notre aptitude à nous comparer. Le bonheur est ainsi lié à nos satisfactions et frustrations relatives.

Le malheur peut provenir d'un trop grand engagement dans la course aux gains. Il s'ensuit, selon les auteurs, des propositions conservatrices (comme le soutien au mariage) ou progressistes (comme la diminution du temps de travail). Easterlin, qui ouvre la série des contributions, souligne qu'« avoir une vie familiale dense est plus important que de voir augmenter son revenu. Il invite à une réallocation du temps en faveur de la famille, pour apporter une issue au paradoxe qui porte son nom.

Le bonheur par l'impôt

HAPPINESS. LESSONS FROM A NEW SCIENCE

par Richard Layard
Londres, Penguin Press, 2005, 320 pages.

Contributeur de « Economics and Happiness », Richard Layard part encore du paradoxe d'Easterlin, qu'il place « au cœur de notre civilisation » dans son ouvrage à succès, traduit en français (« Le Prix du bonheur », Armand Colin, 2007, 19 euros). Selon lui, il est scientifiquement possible de mesurer le bonheur. Certes, il est plus difficile de l'évaluer que de compter des lentilles.

Mais on peut assez précisément en apprécier l'intensité et les variations, par enquêtes d'opinion et par encéphalogrammes (distinguant les grandes empreintes cervicales de nos émotions heureuses). Doté de cette possibilité de mesure objective, Layard revient aux sources de l'utilitarisme et invite à ce que toute politique économique se donne pour objectif le bonheur, et non la croissance.

Les politiques devraient s'intéresser à ce que valorisent vraiment

les gens (la famille, les relations sociales, etc.) plutôt qu'à la compétition des revenus et des positions sociales. Layard observe que le chômage, le crime, les séparations conjugales font plus pour le malheur qu'une simple diminution des revenus. Il propose donc de tout faire pour mettre les chômeurs au travail. Pour lutter contre le crime, il souhaite diminuer la mobilité quotidienne des membres des familles modernes. Pour limiter l'instabilité conjugale, il voudrait faire effectuer aux futurs parents des stages autour de leurs droits et de leurs responsabilités. Layard critique vivement la télévision. Celle-ci, en montrant richesse, gloire, beauté et volupté, exacerbe le ressentiment de téléspectateurs qui sont loin d'être aussi beaux, riches et heureux que les personnages des publicités ou des séries...

La proposition la plus forte, et la plus controversée, porte sur la fiscalité. Layard est favorable à une lourde imposition marginale des heures travaillées au-delà d'un certain seuil. Il veut restreindre le travail, une activité qu'il juge « addictive » et « polluante ». Ce goût pour des impôts élevés s'explique aussi chez Layard par son souci de redistribution. Il rappelle l'argument solide selon lequel tout euro (ou tout dollar) supplémentaire apporte moins de bonheur relatif à un riche qu'à un pauvre.

Le bonheur par la liberté

GROSS NATIONAL HAPPINESS

WHY HAPPINESS MATTERS FOR AMERICA. AND HOW WE CAN GET MORE OF IT

par Arthur C. Brooks
New York, Basic Books, 2008, 324 pages.

Arthur Brooks, qui travaille notamment pour l'American Enterprise Institute, est en désaccord sur bien des points avec Layard. Selon lui, on est plus heureux à droite de l'échiquier politique. Les conservateurs se déclarent nettement plus souvent heureux que les progressistes. Par ailleurs, plus les personnes se déclarent libres, plus elles s'estiment heureuses : 93 % des Américains s'estiment libres se

disent heureux. A l'inverse, 23 % des Américains se disant « modérément libres » ne se déclarent pas heureux. Brooks observe que ceux qui appellent à plus d'interventions publiques dans l'économie sont en général moins heureux. Et ce ne sont pas nécessairement les plus défavorisés, a priori les plus malheureux.

A l'échelle internationale, ce sont dans les économies les plus libres que les populations se déclarent les plus heureuses. Une croissance de 1 point de l'indice de liberté économique (publié chaque année par le « Wall Street Journal » et la Heritage Foundation) est associée à une croissance de 2 points du bonheur déclaré dans la population.

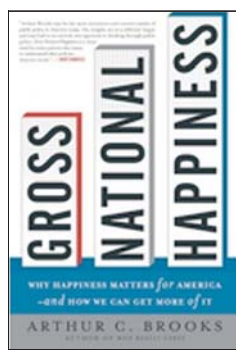
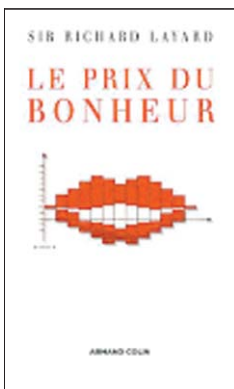
Plus qu'une corrélation, Brooks y voit un lien de causalité entre liberté et bonheur. Il appuie son affirmation par certaines expériences de psychologie sociale. En raison de retraite, par exemple, les personnes les plus heureuses et les mieux portantes sont celles qui ont le plus de marge de manœuvre.

Brooks note encore que 43 % des croyants se disent « très heureux ». Ce n'est le cas que de 23 % des laïques. Il considère que ce n'est pas la liberté religieuse qui rend heureux, mais la foi elle-même. Les croyants voient leur liberté utilement encadrée, sans appeler d'intervention publique. Pour Brooks, qui juge son raisonnement « très américain », notre bonheur,

tant qu'il repose sur des agissements qui n'ont pas d'impacts négatifs sur les autres, ne saurait être encadré par des règles publiques, mais seulement par des croyances auxquelles on adhère. La recette du bonheur est une combinaison de liberté individuelle, de décence et de modération. A ses yeux, le bonheur passe par la morale, avant de passer par l'abondance. Les valeurs qui, aux Etats-Unis, favorisent le bonheur sont la foi, la charité, le travail, l'optimisme et la liberté individuelle. La laïcité, le souci de développement des politiques publiques, l'addiction à la sécurité ne mènent pas au malheur, mais à moins de bonheur. Brooks ne sera certainement pas traduit en français...

Ce qui est certain c'est que les normes et les valeurs sont au centre de la problématique du bonheur et, partant, de ses indicateurs.

JULIEN DAMON
Professeur associé à Sciences po
(cycle d'urbanisme)



Pêche : un aveuglement collectif

UNE MER SANS POISSONS
par Philippe Cury
et Yves Miserey
Edition Calmann-Lévy,
279 pages,
18,90 euros

La vraie question est celle de la disparition de la ressource, qui oblige des pêcheurs de plus en plus endettés à naviguer de plus en plus loin.

Terrible constat : tandis que les pêcheurs protestent à Bruxelles contre la hausse du prix du gazole et réclament de nouvelles aides, alors que le secteur est déjà l'un des plus subventionnés au monde, la Commission européenne reçoit le nouvel avis des scientifiques qui qualifie une fois de plus d'« alarmant » l'état du stock halieutique. Et Bruxelles réclame l'autorisation de pouvoir diminuer jusqu'à 25 % les quotas de pêche annuels autorisés. Evidemment, si l'abondance de la mer était celle du hareng en Europe ou de la morue en Terre-Neuve du XV^e au XVII^e siècle, les pêcheurs ne manifesteraient pas. Car la vraie question est celle de la

disparition de la ressource, qui oblige des pêcheurs de plus en plus endettés à naviguer de plus en plus loin avant d'arriver sur des bancs de poisson intéressants. A ce titre, il faut lire l'ouvrage coécrit par le scientifique Philippe Cury, directeur du centre de recherche halieutique méditerranéenne et tropicale, avec le journaliste du service Sciences du « Figaro », Yves Miserey.

Des zones déjà mortes

Le titre est explicite et la démonstration rigoureuse. Un chapitre consacré aux premières razzias des mers montre à quel point l'amnésie règne dans ce secteur. Dans l'histoire, il y a déjà eu de multiples exemples de disparition d'espèces après des pêches excessives, comme la chasse à la baleine dans le golfe de Gascogne. Mais ils sont

comme effacés de la mémoire collective.

Le livre explique aussi comment les biologistes ont peu à peu pris conscience de la surpêche, quand toute la littérature n'évoque jamais que l'abondance ! Petit rappel, d'une espèce à une autre, les exemples montrent que lorsque les prises stagnent, cela ne signifie pas forcément

que la pêche est entrée dans une phase d'exploitation durable, mais cela peut au contraire annoncer un déclin inattendu de la ressource halieutique. Or, depuis des années, les captures mondiales plafonnent à 90 millions de tonnes de poissons par an, et la flotte qui sillonne les océans excède de deux ou trois fois ces capacités. L'Union européenne a beau gaspiller ses aides publiques à la « modernisation de la flotte », le nombre de navires sur les mers ne cesse de croître. Evidemment, les

pêcheurs pleurent que « rien n'est plus comme avant ». Mais là aussi, les auteurs dénoncent l'oubli collectif : à Groix, pêchait-on le thon davantage en 1934 avec 215 bateaux à voiles ou comme aujourd'hui avec 10 bateaux à moteur ? Evidemment, pour les habitants de l'île, « l'activité » (emplois, animations...) s'est effondrée, mais pour les poissons ? « Un seul thonier moderne pêche annuellement beaucoup plus de thons que les 215 voiliers de Groix... ». Le livre rassemble l'ensemble des connaissances actuellement disponibles : parmi celles-ci, la certitude qu'il existe déjà des « zones océaniques mortes », zones privées d'oxygène, où la vie s'éteint. Certaines de ces zones sont victimes de la pollution comme le delta de la rivière des Perles, en Chine, mais d'autres de la surpêche, comme la Namibie, pays dont les populations auraient pourtant bien besoin de cette ressource de protéines. Documenté, complet, ce livre est un état des lieux sans concession des connaissances scientifiques sur la surpêche.

ANNE BAUER

Or noir et or jaune : une même flambée

LA CHRONIQUE DE
HÉLÈNE REY



Le prix du pétrole s'est envolé. Il a été multiplié par quatre en cinq ans. Cette hausse impressionnante est souvent expliquée par deux phénomènes. D'une part, l'incertitude portant sur l'offre des pays exportateurs de pétrole et sur la capacité de raffinage et, d'autre part, la croissance effrénée de la demande mondiale. Du côté des pays exportateurs de pétrole, on rencontre effectivement un éventail peu réjouissant d'incertitudes géopolitiques. L'Iran, le Venezuela, la Nigeria, les pays du golfe Persique, la Russie ne sont ni perçus comme des pays très stables politiquement ni comme toujours très coopératifs vis-à-vis du reste du monde. Mais rien de cela n'est bien nouveau. De même, le sous-investissement dans les raffineries et les limites des capacités de traitement du brut sont bien connus et ne semblent pouvoir rendre compte à eux seuls de l'accélération récente de la hausse des prix.

Les explications fondées sur la hausse de la demande mondiale semblent a priori plus convaincantes. La croissance mondiale, portée en particulier par la Chine et l'Inde, génère une demande croissante en énergie sur toute la période entre 2003 et 2008. Mais est-ce bien la raison principale de la flambée des prix de l'or noir ? Il est troublant de constater que le ralentissement économique actuel ne semble avoir eu aucun effet sur l'envolée des prix de l'énergie. La hausse du pétrole s'est même accélérée entre 2007 et 2008 au moment même où les signes de ralentissement se multipliaient. Même les statistiques chinoises ont été revues à la baisse par le FMI sans que cela ait d'effet notable sur le marché du pétrole.

Y aurait-il donc une autre explication aux évolutions récentes des prix ? D'abord, il faut remarquer que les prix du pétrole et de l'énergie ne sont pas seuls à avoir progressé de façon extrême. Entre mars 2003 et mars 2008, le prix du plomb a augmenté de 564 %, celui du cuivre de 413 %, celui du blé de 314 %, de l'or de 183 %, du café de

167 %, du coton de 40 %. Le phénomène touche toutes les matières premières et les produits agricoles.

Je vois deux autres explications capables de rationaliser cette dynamique des prix. L'une est fondée sur la spéculation, l'autre sur le niveau des taux d'intérêts réels. Depuis 2002-2003, les matières premières et les produits agricoles ont émergé comme des classes d'actifs à part entière dans les portefeuilles d'investisseurs institutionnels qui sont rentrés en force sur ces marchés. Les fonds de pension, publics ou privés, les fonds souverains, et surtout les hedge funds investissent massivement sur les marchés à terme des 25 matières premières clefs. Les montants investis dans ces marchés sont passés de 13 milliards de dollars en 2003 à environ 260 milliards en mars 2008 (1), poussant les prix à la hausse. Mais, si la flambée actuelle est purement spéculative, elle ne peut se poursuivre éternellement. Ce sont les ménages et les entreprises qui déterminent la demande finale pour les matières premières. Si les prix continuent de grimper, ils finiront par réduire leur consommation. Si les exportateurs de pétrole et autres matières premières ne diminuent pas leur offre, il y aura accumulation de stocks et les prix finiront par baisser.

Une explication complémentaire est liée au taux d'intérêt réel actuellement très bas. Les exportateurs de matières premières ont le choix entre extraire le pétrole, aujourd'hui ou dans le futur. S'ils l'extraient maintenant, ils empochent des dollars qu'ils investissent dans des actifs financiers. Ils obtiendraient ainsi une rémunération proche du taux d'intérêt réel. S'ils décident d'attendre, ce qui veut dire soit extraire et stocker la production soit ne pas produire maintenant, ils pourront vendre leur production dans le futur. Dans le contexte actuel où les taux d'intérêt sont bas et les prix des marchés à terme très élevés, ils ont intérêt à attendre. Comme l'a montré Jeff Frankel, professeur à Harvard (2), il existe ainsi une corrélation négative prononcée entre le taux d'intérêt réel et le prix des matières premières. A mon sens, ces deux mécanismes sont à l'œuvre et complètent la hausse de la demande mondiale pour expliquer les dynamiques de prix, sur les marchés de l'or noir comme de l'or jaune.

HÉLÈNE REY est professeur à la London Business School.

(1) Déposition du gestionnaire de fonds Michael Masters devant la commission Homeland Security and Governmental Affairs du Sénat Américain, mai 2008.
(2) Voir www.voxeu.org

LA REVUE DU JOUR

La bombe climatique

La thèse. La bombe climatique a remplacé la bombe atomique. La formule est d'Hugues de Jouvenel, directeur de la revue de prospective « Futuribles ». Peter Schwartz, du Global Business Network, explicite dans une interview la thèse des impacts politiques d'un changement climatique. Des « défaillances en cascade », des « sociétés qui s'écroulent » sont, selon lui, à prévoir. Les différents rapports sur la question convergent vers une idée : il ne sera pas question d'improbables conflits entre Etats, de « guerres du climat », mais de crises provoquées ou accélérées par ce dernier. Les déplacements forcés de population sont les premiers sur la liste.

L'intérêt. « Futuribles » fait un panorama des rapports récents et majeurs sur la géopolitique du changement climatique. Peter Schwartz en était le pionnier en 2003. Dans sa dernière étude pour les Renseignements américains, il envisage même la possibilité d'« Etats en faillite écologique ». Après la catastrophe de Katrina, en 2005, la Marine américaine est aussi très active.

La citation. « Si l'on répartissait la "responsabilité morale" de quelque 146 millions d'individus que pourrait déplacer la montée du niveau des mers suite aux émissions actuelles de CO₂, les Etats-Unis seraient en charge de quelque 32 millions de victimes potentielles et la France de 2 millions ». Etienne Piguet, professeur à l'Institut de géographie de Neuchâtel. J.-M. C.

« Changement climatique : les risques géopolitiques », « Futuribles », n°341, mai 2008, 112 pages, 13 euros.

